

Bulletin mensuel (18)

La situation dans le monde arabe et au Liban

Les révolutions, les contre-révolutions et l'ingérence impérialiste

La situation politique dans le monde arabe à la fin de la première moitié de l'an 2011 se caractérise par le renforcement des soulèvements populaires et des révolutions, en particulier en Tunisie et en Egypte ; cela est visible dans la radicalisation du mouvement populaire qui, parti du slogan « A bas le régime », revendique actuellement la mise en route des programmes pour le changement, à commencer par le changement des Constitutions mais aussi des politiques socio-économiques dans leur intégralité.

En contrepartie, nous assistons à une contre offensive menée par ce qui reste des régimes bourgeois et des dictatures branlantes qui s'appuient sur l'aide étasunienne directe mais aussi sur les positions contenues dans le discours du 19 mai passé de Barak Obama.

Dans ce discours, Obama a, en effet, affirmé que les « pays arabes bien qu'éloignés des rives [étasuniennes], il n'en reste pas moins que nous savons que notre destin est lié à cette région, tant par la force de l'économie ou de la sécurité que par l'Histoire et l'idéologie »... A cela, nous ajoutons les mesures, financières surtout, prises par le sommet du « G8 » dans le but d'appuyer les contre-révolutions dans certains pays arabes (l'Egypte, en particulier, vu son importance), sans pour autant oublier celles, militaires, exécutées par l'OTAN, soit directement (comme en Libye), soit indirectement par le truchement de forces arabes, plus précisément celles du « Bouclier d'Al-Jazira » qui continuent à occuper le Bahreïn. De plus, les menaces lancées par l'Arabie saoudite, les Etats-Unis et l'Union européenne ont contrecarré la formation du « Conseil de transition » que l'opposition yéménite tente de proclamer ; quant à celles entendues dans certaines capitales européennes durant « les conférences de solidarité avec la Syrie », elles profitent de l'entêtement du régime syrien à user des solutions militaires face au mouvement protestataire pour pousser certains groupes dans le sens de la guerre civile.

Mais les mesures les plus dangereuses restent sans conteste celles prises par l'OTAN et visant à transformer la base d'Izmir en QG, ce qui veut dire que cette organisation veut transformer la Turquie en point de départ du nouveau plan pour le Moyen Orient qu'elle s'était fixé lors du sommet de Lisbonne. Ce plan prend deux dimensions voulues expressément par les Etats-Unis :

- *La première concerne la poursuite du parcellement de l'Irak, à travers la proclamation de « l'autonomie » de la région d'Al-Anbar. Fait proposé par le président étasunien Barak Obama à la délégation officielle irakienne qui le visitait dernièrement ; à la suite de cette visite, le président du parlement irakien Oussama Noujaïfi a fait une déclaration dans laquelle il parle de « déception sunnite en Irak » ajoutant que « si la situation précaire des sunnites, qui sentent qu'ils ont un statut de citoyens de second ordre, ne trouve pas une solution rapide, ils pourraient penser à se séparer ou, du moins, à constituer un gouvernement autonome ».*

- *La seconde concerne la mainmise sur la Syrie, mettant à profit les exactions de certains mouvements confessionnels et armés mais aussi les effets de la répression que le régime baasiste exerce, à partir de la dite « théorie du complot », contre le mouvement pour les réformes et le changement démocratique.*

A cela s'ajoutent les nouvelles visées pour une mainmise complète sur le Liban (compte tenu des accusations du « Tribunal spécial pour le Liban » à propos de l'assassinat de l'ex président du Conseil, Rafic Hariri), mais aussi une reprise en main rapide des rennes de l'Égypte, avant le mois de septembre, date de la proclamation de principe de l'Etat palestinien. Sur ce dernier sujet, les Etats-Unis pensent pouvoir échanger leur accord sur un Etat palestinien, réduit et démilitarisé, contre une reconnaissance internationale et, surtout, arabe d'Israël en tant qu'Etat « des juifs dans le monde » ; ce qui permet au gouvernement de Netanyahu de réaliser deux grands objectifs : faire un nouveau « Transfert » généralisé de tous les Palestiniens restant dans les territoires de 1948 et, aussi, devenir le porte-parole et le représentant légal de tous les juifs dans le monde, compte non tenu de leurs appartenances nationales.

Si nous ajoutons à cela la poursuite de la politique (ayant aussi l'aval de l'Union européenne) d'escalade des tensions religieuses, confessionnelles et raciales, surtout dans le Golfe arabe, nous arrivons à une conclusion contre laquelle le Parti Communiste libanais avait déjà mis en garde, depuis quelques années (Xème congrès) : le but recherché par le projet du « Grand » ou du « Nouveau » Moyen Orient est de mettre fin à la situation sur le terrain engendrée par le traité de Sykes-Picot et, ce, afin de procéder à un nouveau partage du monde arabe, puis le Moyen Orient et l'Afrique, sous la tutelle des Etats-Unis. Dans ce sens, nous comprenons le retour à des appellations datant des temps révolus du colonialisme, telles : « l'Afrique du nord » à la place du Maghreb arabe, ou « le Moyen orient » à la place du Machreq arabe.

Le nouveau bulletin s'arrêtera sur les développements essentiels dans les soulèvements du monde arabe, en plus de la situation générale qui sévit dans ce monde ; il mettra en lumière les points suivants :

- 1-Les nouveaux développements du problème palestinien ;
- 2-Les nouveaux projets étasuniens au Maghreb arabe et, de là, vers l'Afrique, ainsi que le rôle de l'Union européenne.
- 3-La nouvelle situation en Égypte.
- 4-Les développements en Syrie.
- 5-La situation libanaise à la lumière de ce qui se passe dans le monde arabe et du conflit intérieur sur le pouvoir.

I- Le problème palestinien

Entre le marteau de « l'Etat juif » et l'enclume de la situation régionale

Le discours politique de Barack Obama, le 19 mai passé, a constitué un tournant très dangereux sur le plan de la position des Etats-Unis en ce qui concerne le problème palestinien, même si certaines positions développées ne sont pas nouvelles et constituent une redite du discours fait, il y a deux ans, par le même Obama au sein de l'Université du Caire ou, même, du plan tracé par l'administration de G. W. Bush junior.

Obama, armé de sa victoire « écrasante » sur Ben Laden et du timing de cette victoire (le début de la campagne pour les présidentielles), a précisé les objectifs de l'impérialisme dont il représente les intérêts comme suit : « la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes nucléaires, la garantie de la liberté du commerce et la défense de la sécurité d'Israël ».

Ces priorités visent à détourner les regards de l'échec de toutes les solutions mises au point pour endiguer la crise financière et économique, mais aussi à montrer que les Etats-Unis ont décidé d'élargir l'étendue de leur présence dans le monde arabe et au Moyen Orient et de leur participation directe aux guerres que le gouvernement israélien prépare contre la région. De plus, Obama s'est rétracté sur la question des colonies, tout en affirmant que les Etats-Unis poursuivront leur appui à Israël afin qu'il puisse « réaliser le rêve de la création d'un Etat juif » dont les frontières dépasseraient celles de 1967, puisqu'Obama appuie la thèse de « l'échange convenu de terres » ; ce qui laisse entendre que de nouvelles concessions seront exigées des Palestiniens...

Les nouvelles positions étasuniennes se complètent avec celles que Benjamin Netanyahu a présentées, quelques jours plus tard, devant le Congrès des Etats-Unis, et que nous pouvons résumer comme suit :

-La terre palestinienne est une « terre juive » et tout ce qui est dit contrairement à cela constitue une déformation de l'Histoire ; et, si Netanyahu accepte, comme il dit, « de céder une part de notre patrie historique » (il appelle ainsi la Palestine), le fait doit être considéré comme une concession « visant à conduire le peuple juif vers la paix ».

-La paix recherchée par le même Netanyahu est basée sur le fait « qu'il n'y aura pas de Palestiniens en Israël ; ils doivent vivre dans leur pays » ; ce qui veut dire que les Palestiniens doivent s'attendre à la tentative d'un nouveau transfert.

-Les régions se trouvant autour de Jérusalem et dans le grand Tel Aviv sont incluses dans les frontières finales d'Israël.

-Un refus catégorique de céder la plus petite parcelle d'Al Qods qui doit « rester la capitale unifiée de l'Etat d'Israël ».

-Afin de préserver la sécurité d'Israël, le nouvel Etat palestinien doit être démilitarisé ; de plus, Israël pense garder à long terme une certaine présence militaire le long du Jourdain sous prétexte d'empêcher l'entrée d'armes dans les territoires palestiniens.

-Un refus catégorique de toute solution supervisée par les Nations unies et non basée sur des négociations bilatérales directes.

-Un refus catégorique de l'accord palestino-palestinien (signé entre le Fath et le Hamas puis entériné par les autres organisations palestiniennes).

Cette similitude entre les grandes lignes des deux positions, étasunienne et israélienne, confirme nos appréhensions concernant les tentatives de liquider la cause palestinienne politiquement et physiquement, Ce qu'Israël tente de faire, avec l'appui des Etats-Unis, se résume comme suit : faire, d'abord, pression sur l'ONU afin d'empêcher la reconnaissance de l'Etat palestinien ; pousser, ensuite, Mahmoud Abbas à se désolidariser de l'accord signé et à donner à Israël le droit de se trouver aux frontières de l'Etat palestinien. Sans oublier le passage sous silence du droit au retour, ce qui faciliterait à Israël le nouveau « transfert » des Palestiniens hors des territoires de 1948, tout en lui permettant de poursuivre sa politique de colonisation à l'intérieur des territoires occupés en 1967 mais aussi ses crimes contre les civils (arrestations, assassinats...etc.).

Ce plan israélien est d'ailleurs facilité par de nombreux facteurs palestiniens internes tout aussi bien que par des facteurs extérieurs, dont :

-L'absence d'un pouvoir exécutif légal, malgré la réconciliation Hamas-le Fath et l'accord survenu entre les différentes organisations palestiniennes.

-Les tentatives du Hamas et de Fath de revenir à la bilatéralité dans les prises de décisions importantes et de passer outre le Conseil législatif et, même, l'OLP à partir

d'un accord commun sur la possibilité pour le nouveau gouvernement (si gouvernement il y a) de se présenter devant le président de la république sans avoir le besoin de faire appel au pouvoir législatif.

-L'ambiguïté de la position du commandement militaire égyptien, surtout après le retour à la normale avec Israël et les affirmations de Hussein Tantaoui que l'Égypte poursuivra l'exécution des clauses des Accords de Camp David et continuera de donner son aval à la construction du mur de séparation raciste.

-La parution d'un communiqué très évasif de la part de la Ligue arabe concernant les nouvelles positions israéliennes précitées.

Tout cela confirme la nécessité pour tous d'appuyer la position des forces palestiniennes qui continuent à résister et à appeler à l'unité nationale ayant pour cadre l'OLP, représentant légal unique du peuple palestinien, mais aussi à l'unité politique et légale de la Cisjordanie et de Gaza ; et, ce, pour imposer la proclamation de l'État palestinien démocratique ayant Al-Qods pour capitale. Cela présuppose la mise au point d'un agenda précisant la date des élections présidentielles et législatives, suivant le contenu de la constitution, accompagné d'un programme économique et social basé, d'abord, sur la lutte contre la corruption et la consolidation de la résistance populaire.

II-Les nouveaux projets étasuniens dans le Maghreb arabe **Et, de là, vers toute l'Afrique**

Depuis peu, la partition légale du Soudan en deux États fut proclamée selon la vision mais aussi les visées des États-Unis. Partition facilitée par les conflits tribaux et religieux entre le sud et le nord du pays et par les politiques répressives des régimes d'Omar Al Bachir et, avant lui, Gaafar Numeiri.

La proclamation des deux États soudanais, bien qu'attendue à la suite du referendum organisé en janvier 2011, marque le commencement d'une étape dangereuse non seulement pour le pays divisé mais pour toute l'Afrique. N'est-ce pas là l'objectif de l'intervention directe et indirecte de l'OTAN en Libye qui vise, d'abord, à créer les conditions menant au partage de ce pays sur des bases tribales et à faire, ensuite, de ce partage un modèle pour les pays alentour, le Tchad en premier lieu. Il nous faut ajouter que le continent africain est menacé dans son ensemble de guerres et de conflits nouveaux qui ne manqueraient pas d'envenimer plus encore la famine et la pauvreté touchant des dizaines de millions de personnes, surtout les femmes et les enfants.

Les États-Unis, rappelons-le, avaient mis au point un projet « africain » semblable au projet du « Nouveau Moyen Orient », dont le premier volet réside dans la balkanisation de la région dite de l'Afrique du nord, à commencer par la Libye, l'Égypte et le Soudan. Ce projet s'appuie sur une force militaire de grande importance, l'AFRICOM (la direction militaire des forces étasuniennes en Afrique) dont le champ des opérations s'étend à 53 pays dans le Maghreb arabe et en Afrique.

Au début de 2011, le commandant de l'AFRICOM en avait défini les objectifs comme suit : « **lutter contre le terrorisme en Afrique, tout en œuvrant pour la stabilité des différents pays africains, en premier lieu la Somalie, le Soudan, la Guinée, ainsi que tous les foyers d'instabilité** ». Il avait ajouté que l'action de son commandement se base sur deux piliers essentiels : entraîner les forces militaires africaines à partir des bases établies en Algérie et au Mali et donner à certains États les armes nécessaires à leur auto-défense...

Et, si le commandant de l'AFRICOM avait insisté sur le fait que la base principale de cette force resterait Stuttgart (Allemagne) et que les Etats-Unis n'enverraient pas des forces militaires « là où ils ne sont pas invités », ces paroles ne sont rassurantes pour personne, parce que Washington n'a jamais pris en considération les avis contraires à ses plans pour intervenir là où se trouvent ses intérêts et, aussi, parce que la base de Djibouti n'est plus suffisante à elle seule pour préserver ces intérêts immédiats, face à la Chine, ou stratégiques, surtout ce qui se rapporte aux problèmes de l'eau et de la nourritures qui auront la priorité durant les deux décennies à venir.

Ainsi se comprennent les tentatives visant à mettre en échec la révolution tunisienne, tant à partir de l'immixtion directe des « envoyés spéciaux » dans les affaires de ce pays qu'à travers la présence soi-disant « humanitaire » dans la région frontalière tunisienne avec la Libye... Sans oublier d'attirer l'attention sur la bataille menée par les forces contre-révolutionnaires, avec l'aval des Etats-Unis et de l'Union européenne, pour remettre la main sur le pays. Ajoutons à cela le réveil du conflit sur le Sahara occidental, région qui contient un immense bassin souterrain d'eau potable, dont la longueur dépasse 500 km (depuis le Ras Boujdour jusqu'à Amlili), en plus des richesses en poissons et en matières premières (pétrole, gaz, fer, titanium, vanadium...etc.).

Tous ces plans sont bien visibles dans le nouveau projet approuvé durant le sommet de Lisbonne de l'OTAN qui met au point une redistribution du monde, de l'Afrique et de l'Asie en particulier.

III- La situation en Egypte

Afin de pouvoir mieux comprendre la situation qui prévaut actuellement en Egypte, quelques mois après la chute du régime de Moubarak, il est nécessaire de s'appuyer sur ce qui vient d'être dit à propos du projet préparé pour résoudre le problème palestinien et du plan mis au point par les Etats-Unis pour la partie nord de l'Afrique. Il faudra ajouter que Washington a déjà résorbé le choc que fut la révolution du 25 janvier 2011 en Egypte et tente aujourd'hui d'appuyer les tentatives déployées par la bourgeoisie égyptienne pour reprendre en main le régime face aux mouvements populaires qui œuvrent pour la défense du changement.

Nous avons déjà, au début des soulèvements populaires, attiré l'attention sur les politiques étasuniennes et réactionnaires arabes visant à sacrifier les symboles du régime (Moubarak, en tête) pour sauver le régime lui-même. Nous avons aussi fait mention des tentatives impérialistes de donner au changement le visage semblable à celui du régime turc : un mélange entre l'armée et les forces islamiques dites « tempérées », mélange dont les prémices égyptiennes furent le rapprochement entre le Comité militaire provisoire (qui tente aujourd'hui de se donner une légalité complète) et les « Frères musulmans » qui avaient tenté, sans grand succès, de se faire un visage progressiste en s'appropriant les slogans de la révolution (liberté, justice, égalité) qui, pour eux, se trouvent à la base de la Charia islamique.

Il faut dire que les tentatives du Comité militaire provisoire de mettre la main sur le pouvoir et les mesures prises par le gouvernement présidé par Issam Charaf en ce qui concerne la restriction des libertés sont à la base de la seconde *Intifada* qui a commencé depuis quelques semaines et qui fut noyée dans le sang. En effet, ces deux piliers du régime ont tenté de bloquer les réalisations de la révolution du 25 janvier, d'abord en appelant à un referendum bâclé pour l'amendement de la Constitution dans le sens de laisser telles quelles les prérogatives du président de la République, de renforcer le lien entre l'Etat et l'Islam, mais aussi de criminaliser les mouvements

populaires, à commencer par les manifestations, et de voter une nouvelle loi pour la formation des partis politiques dont le contenu ne manque pas de faciliter le retour du Parti national de Moubarak à la direction du pays. Tout cela pour contrecarrer la naissance d'une république démocratique.

Ainsi, le retour à la politique de répression et à l'usage des « bandes armées » (houligans) payées par la bourgeoisie, les nouveaux accords militaires et sécuritaires passés avec les Etats-Unis, les déclarations rassurantes envers Israël constituent les titres de la nouvelle politique contre-révolutionnaire et permettent de faire la séparation entre les forces de la révolution et celles qui tentent d'en profiter. D'ailleurs, les divisions intestines au sein du mouvement des « Frères musulmans » et de certaines forces laïques montrent clairement que les quelques mois à venir ne manqueraient pas de voir naître des conflits violents, soit pour consolider l'alliance entre le Comité militaire provisoire, les restes du régime de Moubarak et les « Frères musulmans », soit encore pour préciser le rôle de l'Egypte dans le conflit qui se profile à l'horizon concernant la proclamation d'Israël « Etat juif » et l'exploitation du pétrole et du gaz en Méditerranée.

Sur ces bases, nous trouvons dans le programme en sept points promulgué par les forces de la révolution en Egypte un programme concret et bien ciblé, surtout qu'il tend à la formation d'un nouveau gouvernement n'ayant aucun lien avec l'ancien régime et dont la légitimité est celle de la révolution même.

Parmi les sept points, et en plus du côté politique, nous attirons l'attention sur les points 6 et 7. Le premier demande « l'élaboration d'un projet de budget stipulant la hausse du SMIG à 1200 guinées, la fixation du plafond à 15 multiples de ce SMIG et reliant les salaires aux prix ». Quant au point 7, il insiste sur « la nécessité de purger le Conseil des ministres, toutes les institutions de l'Etat mais aussi les banques et les médias, tout en empêchant les leaders du Parti national de participer à la vie politiques durant deux mandats consécutifs ».

IV- Les développements de la situation en Syrie

Quant à la situation en Syrie, elle évolue toujours au rythme des solutions militaires par lesquelles le régime vise à mettre fin aux mouvements de masse, d'une part, et de l'immixtion extérieure (étasunienne, française et turque, en particulier) dans les affaires syriennes, d'autre part. Cette immixtion vient du fait de la position stratégique de la Syrie sur deux routes essentielles convoitées par Washington : la première est celle qui va de la Caspienne vers Israël et la Mer rouge via la Turquie et la Syrie ; la seconde relie l'Irak à la Méditerranée. A cela s'ajoute l'importance revêtue par la découverte du gaz en Méditerranée entre la Palestine occupée, le Liban, la Syrie et Chypres et l'influence d'une telle découverte sur la Turquie (qui occupe le nord de Chypres) et sur Israël (qui tente, avec l'aide de certaines sociétés étasuniennes, de faire main basse sur les champs découverts, dont notamment celui qui se trouve dans les eaux territoriales libanaises). De plus, il ne faut pas oublier que les Etats-Unis ont, à maintes reprises, exprimé leur désagrément quant à la coopération syro-iranienne, d'une part, et aux relations russo-syriennes qui se sont exprimé récemment par le renforcement de la présence militaire russe en Syrie et les nouvelles positions qu'elle vient d'obtenir dans ce pays.

Il faut noter que les positions politiques prises par le régime syrien n'ont pas pris en considération ces facteurs dans la recherche de solutions aux problèmes et aux revendications reconnus par le président Bachar Assad comme étant des problèmes qu'il aurait fallu résoudre depuis 2005. D'où les développements des quelques

dernières semaines ont exacerbé les dangers déjà existant contre l'unité nationale syrienne et poussé l'opposition démocratique notamment à mettre du sien afin d'empêcher la situation de dégénérer vers une division confessionnelle (sunnite-alaouite) et à revendiquer du pouvoir des positions claires quant au changement revendiqué par le mouvement populaire, en premier lieu la suppression de l'article 8 de la Constitution qui proclame l'exclusivité de la direction politique au seul Parti Baas.

De plus, la décision du régime syrien de reconnaître l'Etat palestinien « dans les frontières de 1967 », qui constitue un changement en arrière, a augmenté les craintes, déjà existantes, sur la préférence de ce régime de faire des concessions là où il ne fait pas à qui il ne faut pas dans une tentative d'atténuer le poids de la pression extérieure proche et lointaine. Et, si les réunions dudit « Liqaa tachaouri » (Rencontre consultative) se sont faites, avec la présence de certaines forces de l'opposition, dans ce but, il faut dire que leurs résultats furent minimes et cela sur deux plans :

-Le premier réside dans l'absence de toute allusion à l'amendement de la Constitution dans le communiqué final, le régime s'étant contenté de parler de la formation d'une commission juridique dont la mission est de procéder à une révision des chapitres et articles de cette Constitution.

-Le second réside dans l'absence d'un agenda clair pour voter le projet de loi concernant la création des partis politiques, la loi électorale et celle sur les médias.

Cette situation, jointe à la recrudescence de la violence dans tout le pays, demande l'amendement rapide de la Constitution, dont, en premier lieu, la suppression de l'article 8, et le vote des projets de lois précités. Cela seul pourra mettre en évidence la volonté de changement et facilitera, en conséquence, le retour à la paix civile. A cela s'ajoutent les revendications de l'opposition démocratique de mettre fin aux solutions militaires, traduire en justice les responsables des massacres qui ont coûté la vie à des centaines de martyrs civils et militaires.

Seules de telles mesures pourraient mettre fin à la sédition confessionnelle qui devient de plus en plus concrète. Elles consolideraient aussi le front intérieur face à l'intervention impérialiste et remettraient la Syrie là où elle doit se trouver, dans le camp de ceux qui font face au projet du « Nouveau Moyen Orient » dont la phase actuelle vise, comme nous l'avons déjà mentionné, la liquidation de la cause palestinienne.

V- La situation libanaise

A la lumière des développements arabes et de la lutte pour le pouvoir

La situation arabe très critique, surtout en Syrie, et le rôle joué par les Etats-Unis et Israël ont remis le Liban dans l'œil du cyclone.

En effet, les Etats-Unis tentent de reprendre en main la carte libanaise et, ce, afin de l'utiliser dans des directions pouvant servir leurs intérêts proches et futurs

La première direction est celle des négociations directes avec Israël, ce qui présuppose de mettre en cause les armes de la Résistance (et non seulement du Hezbollah), mais aussi d'accepter le projet de naturalisation des Palestiniens vivant au Liban, tel qu'il fut élaboré en 1993... Le but final étant de normaliser les relations libano-israéliennes.

La seconde direction est celle visant à faire pression sur la Syrie pour l'entraîner, elle aussi, vers les négociations directes avec Israël, en plus d'une certaine entente à propos de l'Irak et des sources d'énergie, tant celles provenant de la Caspienne que celle qui attendent d'être exploitées dans la partie orientale de la Méditerranée.

La troisième direction est celle visant à faire passer en douce la proclamation d'Israël – Etat juif, mais aussi de lui assurer la reconnaissance nécessaire. Ce qui veut dire que nous devons nous attendre à déflagrations militaires, contre le Liban notamment.

Tout cela dans le but de reconstituer la situation géopolitique dans la région, c'est-à-dire la troisième phase du « Nouveau Moyen Orient », à certains préfèrent donner le nom de « Nouveau Sykes-Picot ».

Pourquoi le choix de la carte libanaise ?

Parce qu'il est assez facile de faire exploser le Liban sur des bases religieuses et confessionnelles, inhérentes à son régime politique et facilitées aujourd'hui par deux facteurs : l'accusation lancée par le Tribunal international pour le Liban contre certains membres du Hezbollah dans l'assassinat de l'ex président du Conseil Rafic Hariri et les frontières maritimes du Liban, puisque Israël a déjà fait son propre tracé qui dépossède le Liban de plusieurs centaines de km carrés et que des sociétés transnationales, étasuniennes surtout, tentent de mettre la main sur les centaines de milliards de dollars que représentent les gisements de gaz.

Il faut dire aussi que la situation intérieure actuelle facilite, elle aussi, les tentatives israélo-étasuniennes et autres. En effet, si les six premiers mois de l'année en cours furent caractérisés par un vide constitutionnel dû à l'absence d'un gouvernement, la situation actuelle n'est pas meilleure, vu que le gouvernement formé par Najib Mikati, à partir d'une nouvelle majorité née de l'alliance des représentants de la bourgeoisie regroupés dans ce qu'on appelait « le 8 mars » (Le Hezbollah, Aoun, le mouvement Amal, en particulier) et quelques représentants du « 14 mars » (représentés par le président du Conseil lui-même et Walid Joumblatt), regroupe parmi ses membres plus de six représentants de l'oligarchie financière, de ceux qui avaient participé à la mise au point des politiques économiques et financières qui ont appauvri la majorité des Libanais et relevé la dette publique à plus de 65 milliards de dollars.

Aujourd'hui, et par le fait de telles politiques, la moitié des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté et le taux des plus démunis (vivant avec quelques 60 dollars par mois) est passé de 8% à 13%. La majorité d'entre eux vivait de l'agriculture dont le rôle s'est dégradé.

C'est à partir de cette situation que nous avons étudié le projet présenté par le nouveau gouvernement, qui constitue, en réalité, une copie conforme de celui du gouvernement sortant. C'est un projet brumeux, surtout en ce qui concerne les réformes nécessaires, tant celle concernant la loi électorale que celles visant des changements sociaux dont, en particulier, la discrimination contre les femmes ou les salaires gelés depuis 1996. Sans oublier que rien n'est dit à propos de la sécurité sociale ou de l'enseignement public ou du chômage, surtout parmi les jeunes, ou, enfin, du poids lourd des impôts...

Quant à la situation économique, le programme ne sort pas des politiques appliquées du temps de Rafic Hariri au début des années quatre-vingt-dix du siècle passé et qui sont à la base de la crise étouffante dont souffre le Liban.

Nous publions ci-dessous certains indices qui ont paru à la suite des six premiers mois de 2011 :

a- Les finances publiques, la politique monétaire et le secteur bancaire

La Banque centrale libanaise continue à absorber, à des taux d'intérêts exorbitants, le surplus de liquidité dans le secteur bancaire. Cela a abouti, selon les dernières statistiques parues le mois passé, à une hausse des intérêts perçus par les banquiers et leurs riches clients, à cause du service de la dette publique au dépens

des citoyens les plus démunis et qui se trouvent ainsi privés des services de base, dont l'eau, l'électricité, la sécurité sociale et médicale.

En réalité, il y a 63982 milliards de l. l. gardée par la Banque centrale sous l'article « dépôts des banques commerciales ». le taux des intérêts perçus s'élève à 2,92% pour les dépôts en l.l. et 3,29% pour ceux en dollars. Le coût de ces sommes est très élevé et dépasse 500 millions de dollars au moment où les taux d'intérêt sur le plan mondial ne dépassent pas de beaucoup le zéro. De plus, la banque centrale a émis de nouveaux bons de trésor, à des taux d'intérêt allant jusqu'à 9,23% pour résorber l'excès de liquidité ; ce qui a donné de nouvelles possibilités aux banques pour gagner quelques 452 milliards de l. l.

Il faut dire, enfin, que les capitaux actuels des banques ont atteint, à la fin de mars passé, 122,5 milliards de dollars, c.a.d. 4 fois le produit national. De plus, les banques avaient financé une dette publique de plus de 65 milliards de dollars, à la fin de 2010, mais aussi des dépenses générales dépassant les 130 milliards durant les 15 années passées. Le déséquilibre dans ce domaine n'est pas le fait d'une seule institution. En effet, d'après la Commission parlementaire des finances et du budget, les « crimes financiers » furent commis par des conseillers nommés hors cadre et qui tiennent en main non seulement tous les fonctionnaires mais aussi les ministres ; ils suppriment des décrets et passent outre les décisions des directeurs généraux, accomplissant tout leur travail loin de tout contrôle. Notons aussi dans ce domaines les « donations » non enregistrées et les « emprunts » non enregistrés.

b- Les politiques contre l'économie productive

Les politiques économiques qui visent à marginaliser l'industrie et l'agriculture se poursuivent malgré la capacité de ces deux secteurs à attirer les capitaux et à créer de nouveaux emplois. Ces politiques sont le fait des banques qui trouvent que ces secteurs ne procurent pas assez de gains !

● **Dans le secteur industriel**, les statistiques de la direction de la « Société générale pour l'encouragement de l'investissement » notent que, depuis 2003, l'industrie a bénéficié de 17% seulement de l'ensemble des projets appuyés par cette société, et son lot est de 12% de l'ensemble des investissements. D'ailleurs, l'industrie fait face à de nombreux problèmes, dont le plus important fut toujours le refus des différents gouvernements de diminuer le prix de revient de l'électricité, mais aussi du mazout et du fuel.

● **Quant au secteur agricole**, il est toujours représenté comme étant un secteur économique secondaire ; conclusion erronée, puisque la production végétale dans ce secteur atteint le milliard de dollars et la production animale 500 millions de dollars. Quant au nombre de ceux qui y travaillent, il est à noter que 40 000 louent une partie des quelques 240 000 propriétés recensées, tandis que les ouvriers agricoles varient entre 22 000 et 25 000. ce qui fait que ce secteur fait vivre tant bien que mal (plutôt mal pour la grande majorité) quelques 260 000 familles.

c- Les leaders des taïfas planifient le vol des richesses découvertes en mer

Non contents d'avoir appauvri le peuple, les émirs des confessions religieuses au pouvoir tentent de lui voler les nouvelles richesses, le gaz surtout, découvertes dans les eaux territoriales libanaises.

Cette nouvelle source d'énergie est évaluée par la société étasunienne « Noble Energy » (qui œuvre avec le gouvernement israélien) à quelques 122 trillions de

pièdes cubes (le pied est égal à 0,028 mètre cube) ; elle se trouve dans la mer entre les eaux territoriales libanaises et celles de Chypres.

Mais le scandale vient du fait que le gouvernement et le parlement libanais tergiversent depuis longtemps et n'ont pas encore promulgué une loi concernant l'extraction de cette source d'énergie. En effet, depuis 2007, l'accord pour délimiter les frontières maritimes avec Chypres est bloqué, ce qui a permis à Israël de signer un accord bilatéral avec ce pays et de croquer quelques 5 km le long de la côte libanaise (ce qu'Israël appelle le champ de Léviathan).

d- Le téléphone cellulaire et l'électricité et les tentatives de privatisation

Une nouvelle tentative de privatiser les secteurs de l'électricité et du cellulaire vient de commencer. Elle se présente sous forme de retard à assurer les quelques 4,8 milliards de dollars nécessaires au plan quinquennal (2010-2015), dont 1,2 milliards seulement sont collectés ; à cela s'ajoute que la part du gouvernement ne dépasse pas les 31,2% tandis que celle des sociétés privées libanaises est de 51,1% contre 20,7 pour le financement extérieur.

e- Les monopoles et la corruption

Les libanais continuent à souffrir des problèmes de fraude, de nourriture avariée, des faux médicaments, mais aussi des gains exorbitants réalisés par des particuliers au dépens de leur santé et de leur vie et des impôts indirects que les gouvernements successifs leur imposent. Un exemple : les 215 tonnes de blé étasunien arrivés récemment au port de Beyrouth. Cependant, rien ne fut fait, comme d'habitude, pour punir les responsables... D'ailleurs, le « Conseil national pour la sauvegarde des consommateurs », créé il y a 5 ans sous l'égide du ministère de l'économie, s'est réuni deux fois seulement, la dernière datant de 2009.

Tout cela nous ramène à poser une nouvelle fois le problème du mouvement populaire face à ces politiques réactionnaires qui approfondit la dépendance, tant politique qu'économique, du régime libanais au capitalisme mondial. Ce mouvement, regroupé sous le slogan « A bas le régime confessionnel » doit aller plus de l'avant face à ceux qui tentent de renforcer les divisions religieuses et confessionnelles à un point qui recommence à menacer non seulement l'unité nationale mais aussi l'existence même du Liban.

D'où la nouvelle phase de ce mouvement revêt une très grande importance, tant par les slogans qu'elle avance, et qui visent la loi électorale et la promulgation de statuts personnels civils, que par les forces ayant intérêt à faire le changement, en premier lieu le mouvement syndical et le mouvement progressiste et démocratique.

Les préparatifs vont bon train pour la tenue d'un congrès national regroupant toutes les forces politiques et sociales démocratiques ; parce qu'un tel congrès est la seule solution face à la bourgeoisie intérieure qu'à l'agression israélienne qui se prépare contre le Liban et ses forces de résistance. Ainsi, l'union qui se fera entre le facteur changement et celui qui vise à libérer ce qui reste des territoires occupés (les fermes de Chebaa et les hauteurs de Kfarchouba) constituera la seule base ferme sur laquelle le Liban indépendant, souverain et non confessionnel se reconstruira.

Fin juillet 2011

Le Comité des relations internationales du PCL

